

Overseas Staff Issues Discussed

Key matters remain outstanding.

On Wednesday September 21st our Bargaining Team met with IDRC to continue negotiations for a new collective agreement.

While our Team made proposals in June concerning wages, annual increases and bilingual bonus, the Centre continues to refuse to respond to our economic proposals.

On Wednesday the Centre again spoke to its desire in this round of negotiations to achieve a collective agreement providing the employer more 'flexibility' – including the ability in some cases to bypass qualified internal staff in favour of external applicants for jobs, making the Program Officer Promotion process uniquely at management's discretion and the elimination of job security clauses for staff hired on external funding.

Management went as far as to indicate that it was not prepared to table a response to our wage and other economic proposals until the Union is prepared to revisit its position on management's concessions regarding staffing and income security.

We told the Centre that our position is unchanged on these issues. We are looking for improvements and not steps backwards in this round of negotiations.

Overseas Staff and Overseas Opportunities

On Wednesday our Team requested that the Centre provide an itemized list of all allowances, premiums and other forms of compensation provided to overseas staff so that the parties might negotiate terms and conditions of employment for our Overseas colleagues. The Centre is committing to providing the data so that our Team might make proposals regarding Overseas Staff in our next session.

We're scheduled to return to the table October 6th. Over the coming weeks the leadership of our Union will be meeting to discuss actions that might be taken to persuade the Centre to end its push for concessions and work with our Team to achieve a fair collective agreement. To find out more speak with a member of our Bargaining Team: Sean Burns, Madiha Ahmed and Mano Buckshi.



Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada

Discussions sur les problèmes du personnel à l'étranger

Des questions clés restent en suspens.

Le mercredi 21 septembre, notre équipe de négociation a rencontré le CRDI afin de poursuivre les négociations en vue d'une nouvelle convention collective.

Alors que notre équipe a fait des propositions en juin concernant les salaires, les augmentations annuelles et la prime au bilinguisme, le Centre continue de refuser de répondre à nos propositions économiques.

Mercredi, le Centre a de nouveau exprimé son désir d'obtenir, dans le cadre de ce cycle de négociations, une convention collective offrant à l'employeur une plus grande « flexibilité », y compris la possibilité, dans certains cas, d'écarter le personnel interne qualifié en faveur de candidats externes pour des postes, de rendre le processus de promotion des administrateurs de programmes uniquement à la discrétion de la direction et d'éliminer les clauses de sécurité d'emploi pour le personnel embauché sur des fonds externes.

La direction est allée jusqu'à indiquer qu'elle n'était pas prête à déposer une réponse à nos propositions salariales et autres propositions économiques tant que le syndicat ne serait pas prêt à revoir sa position sur les concessions de la direction concernant la dotation en personnel et la sécurité du revenu.

Nous avons dit au Centre que notre position reste inchangée sur ces questions. Nous recherchons des améliorations et non des reculs dans ce cycle de négociations.

Personnel à l'étranger et opportunités outre-mer

Mercredi, notre équipe a demandé au Centre de fournir une liste détaillée de toutes les indemnités, primes et autres formes de compensation accordées au personnel à l'étranger afin que les parties puissent négocier les conditions d'emploi de nos collègues dans les régions. Le Centre s'engage à fournir les données afin que notre équipe puisse faire des propositions concernant le personnel à l'étranger lors de notre prochaine session.

Nous devons retourner à la table des négociations le 6 octobre. Au cours des prochaines semaines, les dirigeants de notre syndicat se réuniront pour discuter des mesures qui pourraient être prises pour persuader le Centre de mettre fin à ses pressions en faveur de concessions et de travailler avec notre équipe pour obtenir une convention collective équitable. Pour en savoir plus, adressez-vous à un membre de notre équipe de négociation : Sean Burns, Madiha Ahmed et Mano Buckshi.

